Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France 2 le 28 janvier 2013, notamment sur l'intervention militaire française au Mali et sur la situation en Syrie.

2013-01-28

Q - L'armée française a engagé une intervention cette nuit, du côté de Tombouctou. Est-ce que l'intention c'est d'accélérer le rythme de cette intervention ?

R - Non, les choses se passent comme le président de la République les a définies. Avec les Maliens, nous allons très prochainement libérer Tombouctou et, dans le même temps, d'autres troupes africaines sont engagées, en particulier les Nigériens et les Tchadiens, qui commencent à être à poste. Les choses se passent donc comme prévu et, ce qui est important, c'est que le Mali, petit à petit, est libéré.

Q - L'objectif, c'est la reconquête complète du Mali ?

R - Oui, c'est-à-dire retrouver l'intégrité du Mali, mais pas par les Français. C'est d'abord le rôle des troupes africaines, ce que l'on appelle la MISMA, et puis les Français sont là en soutien.

Q - Vous parlez de la MISMA, on a quand même le sentiment que les Français sont un peu seuls, l'opposition parle d'isolement de la France. Est-ce qu'il n'y a pas eu un manque de préparation diplomatique ?

R - Non, absolument pas.

Q - C'est ce que reproche l'opposition.

R - Je refuse d'entrer dans la polémique. Tout le monde voit bien que si les Français n'étaient pas intervenus, il n'y aurait plus de Mali, il y aurait un état terroriste au Mali, qui menacerait d'ailleurs tous les pays voisins, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, etc.

Q - Mais la question, c'était : est-ce que la France est isolée, ou pas ?

R - La réponse est non, la France a le soutien de la communauté internationale, des Nations unies, maintenant des Américains, des Européens. Sur le terrain, la France était la seule à

pouvoir intervenir très rapidement, concrètement, avec ses forces militaires. Le mérite du président de la République a été de décider l'intervention en quelques heures. Sinon, je vous le répète, il n'y aurait plus de Mali.

Q - Mais, sur le terrain, on reste un petit peu tout seul, ce n'est pas la bousculade pour venir nous aider.

R - Eh bien heureusement, la bousculade, ce n'est pas très bon, en général, de manière militaire. Concrètement, que se passe-t-il ? Nous regagnons toute une série de villes, avec les Maliens. Je vous ai dit que les Tchadiens et les Nigériens étaient déjà en poste, et puis la MISMA, c'est-à-dire l'ensemble des troupes africaines est en train de s'organiser, et dans le même temps, les Européens sont engagés à former, à développer la formation de l'armée malienne. C'est une opération très compliquée, mais jusqu'à présent, qui a été extrêmement bien menée.

Q - Mais vous ne souhaitez pas une intervention terrestre européenne ?

R - Non. Les Européens nous aident, et nous aident par des moyens de transport, par toute une série de dispositions. Je me rends d'ailleurs ce soir - j'y serai demain matin - en Éthiopie, à Addis Abeba, pour participer à la réunion de l'Union africaine, où nous allons discuter de tout cela, et aussi des moyens de financements.

Q - Alors, justement, la France a déjà beaucoup donné, est-ce qu'elle va donner encore ou est-ce que c'est aux autres, un petit peu, de donner, si j'ose dire ?

R - La France s'est engagée et quand on s'engage, on ne s'engage pas à moitié, puisque c'est la liberté de tout un peuple et de toute une région qui est en cause. Mais les autres, bien sûr, ont déjà commencé à s'engager ou vont le faire.

Q - Mais, qu'est-ce que vous attendez de cette réunion ?

R - Tout simplement, le financement, pas seulement de la MISMA, mais aussi de l'armée malienne et puis du développement. Il ne faut jamais perdre de vue qu'il y a trois volets dans cette crise: vous avez le volet militaire, qui est indispensable ; vous avez le volet politique, parce qu'il faut que la discussion existe entre le Nord et le Sud du Mali, et qu'il y ait un vrai rétablissement de la légalité démocratique ; et puis le volet développement. Tout cela est en route.

On n'a pas fait assez attention au fait que vendredi le gouvernement malien a rendu publique une feuille de route, qu'on lui demandait, pour que les échéances politiques soient bien tracées. Parce qu'il ne faut pas simplement faire des opérations militaires, même si elles sont indispensables, il faut aussi qu'il y ait un rétablissement de la démocratie dans l'ensemble du pays.

Q - Vous parliez de la MISMA, c'est-à-dire de la force africaine...

R - Oui.

Q - Elle est un petit peu longue à se déployer.

R - Ce n'est pas facile parce qu'il faut rassembler des troupes venues de pays différents, mais c'est en train de se faire. Vous savez, on ne peut pas inventer les forces, c'est comme ça. Je le répète, j'ai eu des témoignages extrêmement émouvants, à la fois des chefs d'État et de gouvernement, et des populations qui remercient la France et le peuple français. J'en profite, puisque je m'exprime à l'égard de millions de gens, les Africains nous disent : «Merci la France, bravo la France, bravo le peuple français».

Q - Vous parliez de libérer la totalité du Mali, est-ce que le risque ce n'est pas que les djihadistes aillent plus au nord, déstabilisent d'autres pays ?

R - Les terroristes, les groupes terroristes, effectivement, pratiquent une stratégie d'évitement, et certains peuvent remonter au Nord, d'abord au Mali...

Q - Il faudrait ré-intervenir à ce moment-là ?

R - Nous ne voulons pas nous enliser, il faut faire très attention à cela, nous tirons les leçons de toute une série de conflits, la France fait ce qu'elle doit faire, à la fois pour le Mali et au nom de la communauté internationale, et avec la communauté internationale, mais il n'y aura pas d'enlisement.

Q - Il y a un groupe islamiste qui propose de négocier la libération d'un otage français. Est-ce qu'il va y avoir négociations ?

R - Nous ne cédons jamais au chantage, nous faisons le maximum pour libérer nos otages, c'est une préoccupation de tous les jours mais pas de chantage.

Q - On est intervenu...

R - Il faut être implacable vis-à-vis des terroristes, et il faut être intransigeant, vis-à-vis de chacun.

Q - On est intervenu au Mali, on n'intervient pas en Syrie. Pourquoi cette différence ?

R - Ce n'est pas du tout la même situation. Au Mali, c'est un pouvoir légitime qui nous a demandé d'intervenir, et aux Nations unies aussi et à l'ensemble des Africains. M. Bachar Al-Assad ne nous a pas demandé d'intervenir, vous l'avez noté, et puis les situations ne sont pas du tout les mêmes. Il est vrai que la situation en Syrie, même si on en parle moins aujourd'hui, est absolument dramatique ; vous avez près de 70.000 morts, tous les jours des centaines de personnes meurent et Bachar continue d'assassiner son peuple.

Nous soutenons, comme vous le savez, la coalition nationale syrienne, c'est-à-dire l'opposition réunie. La France a été la première à reconnaitre cette coalition. Ce matin même j'ouvre une conférence internationale en soutien à la coalition. Il y aura plus de cinquante pays. Tous les jours, avec beaucoup d'autres, nous appuyons évidemment la coalition, qui a besoin là aussi de moyens matériels, de soutien politique. Mais il est vrai que c'est très long et qu'en plus cela a des conséquences sur l'ensemble de la région, puisque la Jordanie, la Turquie, le Liban et d'autres pays font face à des arrivées massives de réfugiés. La seule bonne solution, c'est que Bachar tombe et j'espère que cela sera rapide. Il est vrai que ce qui se passe est extrêmement inquiétant.

Q - Qu'est-ce qui vous garantit que cette opposition ne va pas mettre en place, si elle gagne, un pouvoir islamique, comme cela s'est passé dans beaucoup de pays, du Printemps arabe ?

R - Ce qui nous garantit, c'est à la fois ses engagements - puisqu'elle s'est engagée, par ses dirigeants - à reconnaitre la diversité des communautés. Et puis, je vous dirais que toute la vie de ses dirigeants le garantit, puisque ce sont en général des gens qui ont passé plusieurs années de leur vie, en prison, précisément parce qu'ils refusent l'extrémisme et le terrorisme.

Q - Sur l'Égypte, la situation se dégrade...

R - Très difficile, oui.

Q - L'état d'urgence est déclaré, est-ce que cela vous inquiète ?

R - Oui, bien sûr. Mais tout ce qui se passe dans cette région est inquiétant, parce qu'il y a à la fois les problèmes de violence et puis une situation économique extrêmement détériorée. Nous allons recevoir le président Morsi, vendredi et nous aurons bien sûr l'occasion de discuter de cela.

Q - Un mot sur Florence Cassez, il y a eu une polémique ce week-end, certains ont dit que Nicolas Sarkozy n'avait pas été assez suffisamment associé à ce qui s'est passé à la libération.

R - Polémique, oui, j'ai entendu ce début de polémique, il est complètement déplacé. François Hollande, je le sais, a fait absolument tout ce qu'il devait faire, et Nicolas Sarkozy avait fait le maximum aussi. Donc, si un début de polémique existe, il faut lui couper le cou.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 29 janvier 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/186989-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-f